

Art. 4. Les conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation ne doivent pas être approuvées par la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 22 mars 1973, *Moniteur belge* du 15 mai 1973.

Arrêté royal du 13 juillet 1983, *Moniteur belge* du 5 août 1983.

Arrêté royal du 2 décembre 1993, *Moniteur belge* du 10 décembre 1993.

Art. 4. De collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven moeten niet door het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren worden goedgekeurd.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 22 maart 1973, *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 1973.
Koninklijk besluit van 13 juli 1983, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1983.
Koninklijk besluit van 2 december 1993, *Belgisch Staatsblad* van 10 december 1993.

F. 99 — 1583

[C - 99/12354]

30 AVRIL 1999. — Arrêté royal adaptant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage à la charte de l'assuré social (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967 et 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, modifiée par les lois des 25 juin 1997 et 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 1^{er}, 24, 82, § 2, alinéa 6, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992 et 22 novembre 1995, 88, 136, 145, 146, alinéa 4, 149, 150, 151, 160, 162, 166, remplacé par l'arrêté royal du 26 janvier 1999, 169 et 173;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la Charte » de l'assuré social est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997 de sorte que les mesures d'exécution doivent aussi produire leurs effets le 1^{er} janvier 1997, pour autant qu'il soit possible matériellement; que les différentes institutions de sécurité sociale devaient rédiger les projets d'arrêtés pour leur secteur afin d'adapter leur réglementation aux dispositions de la charte; que pour assurer l'exécution de cette loi dans le secteur de l'assurance-chômage et afin de garantir la protection de l'assuré social visée par le législateur par le biais de la charte, il est indispensable que le présent arrêté soie pris dans les délais le plus brefs;

N. 99 — 1583

[C - 99/12354]

30 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot aanpassing van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering aan het handvest van de sociaal verzekerde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967 en 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, gewijzigd bij de wetten van 25 juni 1997 en 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 1, 24, 82, § 2, zesde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992 en 22 november 1995, 88, 136, 145, 146, vierde lid, 149, 150, 151, 160, 162, 166, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 januari 1999, 169 en 173;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad,

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « Handvest » van de sociaal verzekerde in werking is getreden op 1 januari 1997, zodat de uitvoeringsmaatregelen, voor zover dit materieel mogelijk is, eveneens met ingang van 1 januari 1997 moeten uitwerking hebben; dat de verschillende instellingen van sociale zekerheid de ontwerpen van besluit voor hun sector moesten opstellen teneinde hun eigen regeling aan te passen aan de bepalingen van het handvest; dat teneinde de uitvoerbaarheid van deze wet mogelijk te maken in de sector van de werkloosheidsverzekering en teneinde de door de wetgever beoogde bescherming aan de sociaal verzekerde via het handvest te waarborgen, het dan ook noodzakelijk is dat dit besluit ter uitvoering van de wet zo snel mogelijk wordt genomen;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage est complété comme suit :

« 6^o la Charte : la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social. »

Art. 2. L'article 24 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 24. § 1. En exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i et m et du § 2 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des articles 3, 4 et 14, alinéa 1^{er}, 6^o, de la Charte, les organismes de paiement ont les missions suivantes :

1^o tenir à la disposition du travailleur les formulaires dont l'usage est prescrit par l'Office;

2^o faire et transmettre au travailleur toutes communications et tous documents prescrits par l'Office;

3^o conseiller gratuitement le travailleur et lui fournir toutes informations utiles concernant ses droits et ses devoirs à l'égard de l'assurance-chômage. S'il s'agit d'une demande écrite, cette information est fournie dans un délai de 45 jours, en mentionnant le numéro d'identification du travailleur pour la sécurité sociale, si l'organisme de paiement dispose de celui-ci;

4^o intervenir comme service d'information auprès duquel le chômeur peut obtenir des informations complémentaires sur ses droits et ses devoirs et sur les décisions qui le concernent.

Pour s'acquitter de la mission d'information prescrite à l'alinéa 1^{er}, 3^o, l'organisme de paiement doit notamment :

1^o mettre en possession du chômeur qui introduit une demande d'allocations ou qui déclare un événement modificatif, des documents d'informations établis ou approuvés par l'Office, sauf si le chômeur a déjà reçu auparavant ces documents;

2^o remettre au chômeur un double de la déclaration prévue à l'article 133, § 2;

3^o remettre au chômeur complet la carte de contrôle adéquate.

Les informations utiles mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 3^o, concernent notamment :

1^o les conditions de stage et d'octroi;

2^o le régime d'indemnisation, le mode de calcul et le montant de l'allocation;

3^o les formalités à respecter par le chômeur concernant l'introduction en temps utile d'un dossier complet, l'inscription comme demandeur d'emploi, la déclaration de la situation personnelle et familiale et la déclaration et le contrôle des périodes de chômage complet;

4^o la procédure de traitement du dossier.

En exécution des articles 7 et 13 à 16 de la Charte et conformément aux modalités fixées par le Ministre après avis du Comité de gestion, les organismes de paiement ont, par la remise ou l'envoi ordinaire d'un document la mission de :

1^o informer le travailleur des décisions visées à l'article 146, dans le mois à compter à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la carte d'allocations, sauf si la décision a déjà été communiquée par l'Office ou si elle ne constitue que le renouvellement pur et simple d'une décision communiquée antérieurement; si l'organisme de paiement conteste l'exactitude de la carte d'allocations auprès du bureau du chômage, le délai précité ne prend cours qu'au moment où l'organisme de paiement est informé de la décision relative à cette contestation;

2^o informer le travailleur de sa décision de récupération en application de l'article 167, § 2, alinéa 1^{er}, au plus tard au moment où il demande le remboursement au travailleur ou au moment où il retient des sommes sur des paiements qu'il effectue; l'organisme de paiement est dispensé de cette notification si la créance retenue est inférieure à cent francs et à condition qu'elle mentionne la retenue en communication lors du paiement visé à l'article 162;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt aangevuld als volgt :

« 6^o het Handvest : de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde. »

Art. 2. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 24. § 1. De uitbetalingsinstellingen hebben in uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, i en m, en § 2 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van de artikelen 3, 4 en 14, eerste lid, 6^o, van het Handvest de volgende opdrachten :

1^o de formulieren, waarvan het gebruik door de Rijksdienst is voorgeschreven, ter beschikking van de werknemer houden;

2^o aan de werknemer alle door de Rijksdienst voorgeschreven mededelingen verstrekken en documenten overmaken;

3^o de werknemer kosteloos raad geven en alle dienstige inlichtingen verstrekken betreffende zijn rechten en plichten met betrekking tot de werkloosheidsverzekering. Indien het een schriftelijk verzoek betreft, geschiedt deze informatieverstrekking binnen de 45 dagen en met vermelding van het identificatienummer voor de sociale zekerheid van de werknemer, indien de uitbetalingsinstelling hierover beschikt;

4^o optreden als informatiedienst waarbij de werkloze aanvullende inlichtingen kan ontvangen omtrent zijn rechten en plichten en omtrent de beslissingen die hem betreffen.

Om zich van de in het eerste lid, 3^o, voorgeschreven informatieopdracht te kwijten moet de uitbetalingsinstelling inzonderheid :

1^o de werkloze die een uitkeringsaanvraag indient of aangifte doet van een wijzigende gebeurtenis, in het bezit stellen van de informatie-documenten opgesteld of goedgekeurd door de Rijksdienst, behalve indien de werkloze voorheen reeds deze documenten ontving;

2^o aan de werkloze een dubbel overhandigen van de in artikel 133, § 2, bepaalde aangifte;

3^o aan de volledig werkloze de passende controlekaart overmaken.

De dienstige inlichtingen bedoeld in het eerste lid, 3^o, betreffen inzonderheid :

1^o de wachttijd- en toekenningsvoorwaarden;

2^o het uitkeringsstelsel, de berekeningswijze en het bedrag van de uitkering;

3^o de door de werknemer na te leven formaliteiten inzake de tijdige indiening van een volledig dossier, de inschrijving als werkzoekende, de aangifte van de persoonlijke en familiale toestand en de aangifte en controle van de periodes van volledige werkloosheid;

4^o de behandelingsprocedure van het dossier.

De uitbetalingsinstellingen hebben ter uitvoering van de artikelen 7 en 13 tot 16 van het Handvest, overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Minister na advies van het beheerscomité, de opdracht, door overhandiging of gewone verzending van een geschrift :

1^o de werknemer binnen de maand te rekenen vanaf de derde werkdag na de verzending van de uitkeringskaart in kennis stellen van de beslissingen bedoeld in artikel 146, behalve indien de beslissing reeds door de Rijksdienst werd meegedeeld of indien zij de loutere hernieuwing inhoudt van een voorheen meegedeelde beslissing; betwist de uitbetalingsinstelling de juistheid van de uitkeringskaart bij het werkloosheidsbureau, dan neemt de voormelde termijn slechts een aanvang op het tijdstip waarop de uitbetalingsinstelling in kennis is van de uitspraak omtrent deze betwisting;

2^o de werknemer in kennis stellen van haar beslissing tot terugvordering in toepassing van artikel 167, § 2, eerste lid, uiterlijk op het tijdstip waarop zij aan de werknemer de terugbetaling vraagt of waarop zij bedragen inhoudt op betalingen die zij verricht; de uitbetalingsinstelling is van deze kennisgeving vrijgesteld indien de schuld die zij inhoudt minder dan 100 frank bedraagt en mits zij in de mededeling bij uitbetaling, bedoeld in artikel 162, melding maakt van de inhouding;

3° sur la demande écrite du chômeur, si la carte de contrôle qu'il a introduite ne donne pas lieu à un paiement ou s'il conteste le montant de l'allocation pour le mois considéré, lui fournir, dans un délai de 45 jours, des informations sur les motifs pour lesquels aucun paiement n'a été effectué ou sur le calcul du montant. Dans ce cas, l'organisme de paiement mentionne la possibilité d'introduire un recours auprès du directeur sur base de l'article 167, § 3 ou, si le litige trouve son origine dans une décision de renouvellement pur et simple telle que visée au 1°, la possibilité d'introduire une demande de révision sur base de l'article 149. Le chômeur adresse sa demande à l'organisme de paiement dans un délai de trois mois, à compter à partir de l'introduction de la carte de contrôle ou à partir de la réception du paiement contesté.

§ 2. Les organismes de paiement ont également pour mission de :

1° introduire le dossier du travailleur au bureau du chômage en se conformant aux dispositions réglementaires;

2° payer au travailleur les allocations et les autres prestations qui lui reviennent, sur base des indications mentionnées sur la carte d'allocations visée à l'article 146 et en se conformant aux dispositions légales et réglementaires;

3° délivrer au travailleur ou au service ou organisme compétent, les documents ou les données prescrits par des dispositions légales ou réglementaires. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré, dans le Titre I, un chapitre III, comprenant un article 26bis, rédigé comme suit :

« Chapitre III. — *Dispositions générales.*

Art. 26bis. § 1^{er}. Pour autant que la réponse à la demande d'information n'incombe pas à l'organisme de paiement en application de l'article 24, l'Office a, en exécution des articles 3 et 4 de la Charte et de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i et m et § 2 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la mission de fournir au travailleur toutes informations utiles, notamment celles visées à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, concernant ses droits et ses devoirs à l'égard de l'assurance-chômage. S'il s'agit d'une demande écrite, cette information est fournie dans un délai de quarante-cinq jours en mentionnant le numéro d'identification du travailleur pour la sécurité sociale, si l'Office dispose de celui-ci.

Cette mission incombe à l'Office notamment si le travailleur n'a pas encore fait le choix d'un organisme de paiement, s'il est en litige avec son organisme de paiement ou si la réponse requiert une appréciation du directeur auquel un pouvoir d'appréciation discrétionnaire a été attribué.

§ 2. Dans l'assurance-chômage, il est satisfait à l'obligation de notification des décisions telle que prescrite aux articles 7 et 13 à 16 de la Charte par :

1° les communications visées à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, effectuées par l'organisme de paiement;

2° la communication visée à l'article 82, § 2, alinéa 6, de la décision de la Commission administrative nationale ou la communication visée à l'article 88 de la décision du directeur, concernant le recours introduit auprès d'eux;

3° la communication visée à l'article 146, alinéa 4, par le bureau du chômage, de la décision de refus, d'exclusion ou de suspension du droit aux allocations ou de réduction de l'allocation en application de l'article 130 et la notification mentionnée à l'article 170, alinéa 1^{er}, du montant de la récupération;

4° la communication par le bureau du chômage de la décision d'octroi ou de refus d'une dispense des conditions d'octroi;

5° la communication visée à l'article 162, alinéa 4, effectuée par l'organisme de paiement à l'occasion du paiement;

6° la communication par le bureau du chômage des décisions visées à l'article 167, §§ 2 et 3.

Le Ministre peut, après avis du Comité de gestion, déterminer les modalités d'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'octroi d'office des allocations visées à l'article 27, 4° est, pour l'application de l'article 8 de la Charte, considéré comme matériellement impossible. Les allocations ne peuvent donc être accordées que moyennant l'introduction d'une demande d'allocation et dans le respect des conditions visées aux articles 133 et 134.

3° op schriftelijke vraag van de werkloze, indien de door hem ingediende controlekaart niet leidt tot een uitbetaling of indien het bedrag van de uitkering voor de betreffende maand door hem betwist wordt, binnen een termijn van 45 dagen uitleg verstrekken omtrent de redenen waarom geen betaling werd verricht of omtrent de berekening van het bedrag. De uitbetalingsinstelling maakt desgevallend melding van de mogelijkheid tot beroep bij de directeur op grond van artikel 167, § 3 of, indien de betwisting zijn oorsprong vindt in een beslissing tot loutere hernieuwing bedoeld in 1°, van de mogelijkheid een vraag om herziening in te dienen op grond van artikel 149. De werkloze richt zijn vraag aan de uitbetalingsinstelling binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de indiening van de controlekaart of vanaf de ontvangst van de betwiste betaling.

§ 2. De uitbetalingsinstellingen hebben eveneens als opdracht :

1° het dossier van de werknemer bij het werkloosheidsbureau in te dienen met inachtneming van de reglementaire bepalingen;

2° de uitkeringen en de andere prestaties die aan de werknemer toekomen, uit te betalen op grond van de aanduidingen vermeld op de uitkeringskaart bedoeld in artikel 146, met inachtneming van de wettelijke en de reglementaire bepalingen;

3° aan de werknemer of aan de bevoegde dienst of instelling de documenten of de gegevens verstrekken die voorgeschreven zijn door wettelijke of reglementaire bepalingen. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt in Titel I een hoofdstuk III ingevoegd, omvattende een artikel 26bis, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III. — *Algemene bepalingen.*

Art. 26bis. § 1. Voor zover de vraag om inlichtingen niet door de uitbetalingsinstelling moet beantwoord worden in toepassing van artikel 24, heeft de Rijksdienst ter uitvoering van de artikelen 3 en 4 van het Handvest en van artikel 7, § 1, derde lid, i en m, en § 2 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, de opdracht aan de werknemer alle dienstige inlichtingen, inzonderheid deze bedoeld in artikel 24, § 1, derde lid, te verstrekken betreffende zijn rechten en plichten met betrekking tot de werkloosheidsverzekering. Indien het een schriftelijk verzoek betreft geschiedt deze informatieverstrekking binnen de 45 dagen en met vermelding van het identificatienummer voor de sociale zekerheid van de werknemer, indien de Rijksdienst hierover beschikt.

Deze opdracht bestaat voor de Rijksdienst inzonderheid indien de werknemer nog geen uitbetalingsinstelling heeft gekozen of een geschil heeft met zijn uitbetalingsinstelling of indien het antwoord een appreciatie van de directeur vereist aan wie een discretionaire beoordelingsbevoegdheid werd toegekend.

§ 2. In de werkloosheidsverzekering wordt aan de verplichting tot kennisgeving van beslissingen, opgelegd in de artikelen 7 en 13 tot 16 van het Handvest voldaan door :

1° de in artikel 24, § 1, vierde lid, bedoelde mededelingen door de uitbetalingsinstelling;

2° de in artikel 82, § 2, zesde lid, bedoelde mededeling van de beslissing door de Nationale administratieve commissie of de in artikel 88 bedoelde mededeling van de beslissing van de directeur aangaande het bij hen ingediende beroep;

3° de in artikel 146, vierde lid, bedoelde mededeling door het werkloosheidsbureau van de beslissing tot ontzegging, uitsluiting of schorsing van het recht op uitkeringen of tot vermindering van de uitkering in toepassing van artikel 130 en de in artikel 170, eerste lid, vermelde kennisgeving van het bedrag van de terugvordering;

4° de mededeling door het werkloosheidsbureau van de beslissing tot toekenning of tot weigering van een vrijstelling van toekenningsvoorwaarden;

5° de in artikel 162, vierde lid, bedoelde mededeling door de uitbetalingsinstelling ter gelegenheid van de uitbetaling;

6° de mededeling door het werkloosheidsbureau van de in artikel 167, §§ 2 en 3 bedoelde beslissingen.

De Minister kan, na advies van het beheerscomité, de toepassingsmodaliteiten van het eerste lid bepalen.

§ 3. De ambtshalve toekenning van de in artikel 27, 4° bedoelde uitkeringen wordt voor de toepassing van artikel 8 van het Handvest, beschouwd als materieel onmogelijk. De uitkeringen kunnen dus slechts toegekend worden mits indiening van een uitkeringsaanvraag en mits naleving van de vereisten van de artikelen 133 en 134.

§ 4. En exécution de l'article 13, alinéa 2, de la Charte, les décisions relatives au droit aux allocations visées à l'article 142 et les décisions de l'Office visées à l'article 164, qui sont prises par ou à l'aide de programmes informatiques sont, en l'absence d'acte, censées être explicitement motivées de manière interne pour autant que les données personnelles relevantes soient conservées pendant le même délai que le délai le plus long prévu à l'article 7, § 13, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et que l'exactitude de la décision puisse être démontrée à tout moment et notamment sur demande des juridictions du travail, par une application manuelle des dispositions légales ou réglementaires à ces données personnelles. ».

Art. 4. L'article 82, § 2, alinéa 6, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992 et 22 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« La décision de la commission est notifiée au chômeur par lettre ordinaire. Une copie de la décision est envoyée à l'organisme de paiement et au directeur dont l'avertissement a été contesté. »

Art. 5. L'article 88 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 88. L'avertissement et les décisions du directeur prises en application de la présente section sont notifiés par lettre ordinaire au chômeur, à son organisme de paiement et au service régional de l'emploi et de la formation professionnelle compétent.

Dans la présente section, le chômeur est censé avoir reçu la lettre le troisième jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. »

Art. 6. L'article 136 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« En exécution de l'article 9, alinéa 2, de la Charte, l'organisme de paiement remet au chômeur qui se présente personnellement pour introduire une demande d'allocations ou pour déclarer un événement modificatif, un accusé de réception, dont le contenu est approuvé par l'Office mentionnant les pièces qu'il a introduites ou qu'il a signées sur place, la procédure et les délais d'introduction applicables ainsi que le délai dans lequel la carte de contrôle et les pièces justificatives doivent être introduites afin d'obtenir les allocations pour un mois considéré.

Toutefois, l'organisme de paiement ne doit pas délivrer d'accusé de réception si la déclaration est faite sur un formulaire dont le chômeur reçoit un double. »

Art. 7. Dans l'article 145 du même arrêté les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Si la décision concerne l'exécution d'une décision judiciaire, ce délai prend cours le jour qui suit celui au cours duquel le délai de recours expire ou, lorsque l'exécution requiert l'introduction de pièces complémentaires par le chômeur, le lendemain du jour ultérieur au cours duquel le chômeur introduit un dossier complet auprès du bureau du chômage.

Si la décision concerne une demande de révision visée à l'article 149, introduite par le chômeur en vue de l'octroi d'allocations, ce délai prend cours le jour qui suit celui au cours duquel le chômeur a introduit auprès du bureau du chômage un dossier complet relatif à la demande de révision. »

Art. 8. Dans l'article 146, alinéa 4, du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « par lettre ordinaire ».

Art. 9. L'intitulé de la Section 4 du Chapitre V du Titre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 4. — La révision d'une décision et la révision du droit aux allocations. ».

Art. 10. L'article 149 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 149. § 1. En application du présent arrêté et des articles 17, 18, et 19 de la Charte, le directeur revoit, de sa propre initiative, la décision mentionnée ci-après ou le droit aux allocations :

1° avec effet rétroactif, lorsqu'il constate que la décision par laquelle les allocations n'ont pas été octroyées ou ne l'ont été que partiellement est entachée d'une erreur juridique ou matérielle du bureau du chômage;

§ 4. In uitvoering van artikel 13, tweede lid, van het Handvest worden de beslissingen bedoeld in artikel 142 inzake het recht op uitkeringen, en de beslissingen van de Rijksdienst bedoeld in artikel 164, die door of met behulp van informaticaprogramma's worden genomen, bij afwezigheid van akte, geacht intern uitdrukkelijk gemotiveerd te zijn voor zover de relevante persoonsgegevens bewaard blijven gedurende eenzelfde termijn als de langste termijn voorzien in artikel 7, § 13, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en de juistheid van de beslissing ten allen tijde en inzonderheid op vraag van de arbeidsge rechten kan aangetoond worden door manuele toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen op deze persoonsgegevens. ».

Art. 4. Artikel 82, § 2, zesde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992 en 22 november 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De beslissing van de commissie wordt bij gewone brief ter kennis gebracht van de werkloze. Een afschrift van de beslissing wordt toegestuurd aan de uitbetalingsinstelling en aan de directeur wiens verwittiging werd betwist. »

Art. 5. Artikel 88 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 88. De verwittiging en de beslissingen van de directeur genomen in toepassing van deze afdeling worden bij gewone brief ter kennis gebracht van de werkloze, van zijn uitbetalingsinstelling en van de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding.

In deze afdeling wordt de werkloze geacht het schrijven te hebben ontvangen de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post. »

Art. 6. Artikel 136 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« Ter uitvoering van artikel 9, tweede lid, van het Handvest overhandigt de uitbetalingsinstelling aan de werkloze die zich persoonlijk aanmeldt voor de indiening van een uitkeringsaanvraag of voor de aangifte van een wijzigende gebeurtenis, een ontvangstbewijs, waarvan de inhoud door de Rijksdienst wordt goedgekeurd, vermeldend de stukken die hij heeft ingediend of die hij ter plaatse heeft ondertekend, de toepasselijke indieningsprocedure en -termijnen en de termijn waarbinnen de controlekaart en de verantwoordingsstukken ingediend moeten worden ten einde de uitkering voor een beschouwde maand te bekomen.

De uitbetalingsinstelling moet evenwel geen ontvangstbewijs afgeven indien de aangifte geschiedt op een formulier waarvan de werkloze een dubbel ontvangt. »

Art. 7. In artikel 145 van hetzelfde besluit worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Indien de beslissing de uitvoering van een rechterlijke beslissing betreft, gaat deze termijn in de dag volgend op deze waarop de beroepstermijn verstrijkt of, indien de uitvoering de indiening van bijkomende stukken door de werkloze vereist, de dag volgend op de latere dag waarop de werkloze bij het werkloosheidsbureau een volledig dossier indient.

Indien de beslissing een vraag tot herziening betreft bedoeld in artikel 149, ingediend door de werkloze met het oog op de toekenning van uitkeringen, gaat deze termijn in op de dag volgend op deze waarop de werkloze bij het werkloosheidsbureau een volledig dossier betreffende de vraag tot herziening heeft ingediend. »

Art. 8. In artikel 146, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « bij een ter post aangetekende brief » vervangen door de woorden « bij gewone brief ».

Art. 9. Het opschrift van Afdeling 4 van Hoofdstuk V van Titel II van hetzelfde besluit wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Afdeling 4. — De herziening van een beslissing en de herziening van het recht op uitkeringen. ».

Art. 10. Artikel 149 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 149. § 1. De directeur herziet in toepassing van onderhavig besluit en van de artikelen 17, 18 en 19 van het Handvest, op eigen initiatief de hierna vermelde beslissing, of hij herziet het recht op uitkeringen :

1° met terugwerkende kracht, wanneer hij vaststelt dat de beslissing waarbij de uitkeringen niet of slechts gedeeltelijk werden toegekend, aangetast is door een juridische of materiële vergissing van het werkloosheidsbureau;

2° à partir du premier jour du mois qui suit le troisième jour ouvrable après la remise à la poste de la lettre par laquelle conformément à l'article 146, la décision est portée à la connaissance du chômeur, ou à défaut, après l'envoi de la décision à l'organisme de paiement, lorsqu'il constate que la décision est entachée d'une erreur juridique ou matérielle dans le chef du bureau du chômage, par laquelle des allocations ont été octroyées indûment, en tout ou en partie;

3° avec effet rétroactif à la date de l'octroi erroné ou irrégulier des allocations ou à la date à laquelle le chômeur ne satisfaisait pas ou ne satisfaisait plus à toutes les conditions requises pour pouvoir bénéficier des allocations, s'il s'avère que le chômeur a fait des déclarations inexactes ou incomplètes, a omis de faire une déclaration requise ou l'a faite tardivement, a produit des documents inexacts ou falsifiés ou a commis des irrégularités;

4° avec effet rétroactif à la date de l'octroi erroné ou irrégulier ou à la date à laquelle le chômeur ne satisfaisait pas ou ne satisfaisait plus à toutes les conditions requises pour pouvoir bénéficier des allocations, s'il s'avère que les allocations ont été accordées sans erreur du bureau du chômage.

La révision visée à l'alinéa 1^{er}, 2° a toutefois un effet rétroactif dans les situations suivantes :

1° la décision erronée a donné lieu à un paiement d'allocations auquel l'assuré social n'avait pas droit et qu'il a conservé de mauvaise foi, alors qu'il savait ou devait savoir, dans le sens de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, qu'il n'a pas ou plus droit à l'intégralité de l'allocation;

2° la révision a lieu dans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit le jour où la décision a été envoyée à l'organisme de paiement.

§ 2. En application du présent arrêté et des articles 17, 18 et 19 de la Charte, le directeur revoit une décision avec effet rétroactif lorsque les allocations ont été refusées, n'ont pas été accordées ou n'ont été accordées que partiellement et que le chômeur invoque un fait nouveau ou un nouvel élément de preuve qui était ignoré du directeur et qui est de nature à entraîner la modification ou l'annulation de la décision.

La demande de révision doit être introduite dans les trois ans qui suivent la réception de la lettre par laquelle la décision a été notifiée au chômeur, ou à défaut dans les trois ans qui suivent le jour où le chômeur en a eu connaissance, ou dans l'année qui suit le jour de la décision judiciaire relative à un litige dans lequel le chômeur était partie ou dont il peut tirer un avantage direct, si cette décision constitue le fait nouveau. Le chômeur est censé avoir reçu la lettre le troisième jour ouvrable qui suit la remise de la lettre à la poste.

Si le fait nouveau ou le nouvel élément de preuve a également une incidence sur le droit en cours, notamment parce qu'il entraîne une modification de la catégorie à laquelle le chômeur appartient conformément à l'article 110, ce droit dépend également, pour la période qui prend cours le jour où le chômeur a pris connaissance de ce fait ou de cet élément de preuve, de la déclaration qui en est faite dans les délais fixés en vertu de l'article 133, § 1^{er} ou 134, § 1^{er}.

Si l'élément de preuve est constitué de pièces que le chômeur devait joindre au dossier en application des articles 133, § 1^{er} ou 134, § 1^{er}, le droit n'est revu qu'à partir du jour où les pièces manquantes sont réceptionnées par le bureau du chômage ou déposées auprès de la juridiction compétente, sauf si le chômeur démontre l'impossibilité d'introduire les pièces auparavant.

§ 3. Les révisions visées aux §§ 1^{er} et 2 n'ont d'effet que pour autant que la prescription ne soit pas acquise. ».

Art. 11. L'article 150 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 150. Le directeur peut, en application de l'article 149, §§ 1 et 2, revoir une décision contre laquelle un recours est introduit auprès du tribunal du travail. Il porte la révision à la connaissance de la juridiction du travail compétente.

Si le directeur prend une nouvelle décision, notamment une décision de révision du droit telle que visée à l'article 149, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° ou 4°, il ne porte cette nouvelle décision à la connaissance de la juridiction du travail compétente que si cette décision peut avoir une incidence sur l'instance. ».

2° vanaf de eerste dag van de maand volgend op de derde werkdag na de afgifte ter post van de brief, waarbij de beslissing overeenkomstig artikel 146 ter kennis wordt gebracht van de werkloze, of bij gebreke daaraan, na de verzending van de beslissing aan de uitbetalingsinstelling, wanneer hij vaststelt dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing in hoofde van het werkloosheidsbureau, waardoor uitkeringen geheel of gedeeltelijk ten onrechte werden toegekend;

3° met terugwerkende kracht tot de datum van de verkeerde of onrechtmatige toekenning van uitkeringen of tot op de datum waarop de werkloze niet of niet langer voldeed aan alle vereisten om uitkeringen te kunnen genieten, indien blijkt dat de werkloze onjuiste of onvolledige verklaringen heeft afgelegd, een vereiste aangifte niet of te laat heeft gedaan, onjuiste of vervalste stukken heeft voorgelegd of onregelmatigheden heeft begaan;

4° met terugwerkende kracht tot de datum van de verkeerde of onrechtmatige toekenning of tot op de datum waarop de werkloze niet of niet langer voldeed aan alle vereisten om uitkeringen te kunnen genieten, indien blijkt dat uitkeringen werden toegekend zonder vergissing van het werkloosheidsbureau.

De herziening bedoeld in het eerste lid, 2°, heeft evenwel terugwerkende kracht in de volgende situaties :

1° de foutieve beslissing heeft geleid tot een betaling van uitkeringen waarop de sociaal verzekerde geen recht had en die hij te kwader trouw heeft behouden, terwijl hij wist of moest weten, in de zin van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, dat hij geen recht heeft of meer heeft op het gehele bedrag van de uitkering;

2° de herziening vindt plaats binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag na de dag waarop de beslissing verzonden werd naar de uitbetalingsinstelling.

§ 2. De directeur herziet in toepassing van onderhavig besluit en van de artikelen 17, 18 en 19 van het Handvest, met terugwerkende kracht een beslissing, wanneer de uitkeringen worden ontzegd of niet of slechts gedeeltelijk werden toegekend en de werkloze zich beroept op een nieuw feit of op nieuw bewijsmateriaal dat door de directeur niet gekend was en dat tot wijziging of vernietiging van de beslissing kan leiden.

De aanvraag tot herziening moet ingediend worden binnen de drie jaar na de ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing ter kennis werd gebracht van de werkloze, of bij gebreke daaraan, na de dag waarop de werkloze er kennis van had, of binnen één jaar na de dag van de rechterlijke uitspraak over een geschil waarin de werkloze partij was of waaruit hij een direct belang kan putten, indien deze uitspraak het nieuwe feit uitmaakt. De werkloze wordt geacht het schrijven te hebben ontvangen de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post.

Heeft het nieuwe feit of het nieuwe bewijsmateriaal tevens een invloed op het lopende recht, inzonderheid omdat het leidt tot een wijziging van de categorie waartoe de werkloze overeenkomstig artikel 110 behoort, dan is dit recht voor een periode die aanvangt op de dag waarop de werkloze kennis heeft van dit feit of dit bewijsmateriaal, tevens afhankelijk van een aangifte ervan binnen de termijnen bepaald krachtens artikel 133, § 1 of 134, § 1.

Bestaat het bewijsmateriaal uit stukken die de werkloze in toepassing van artikel 133, § 1 of 134, § 1, diende toe te voegen bij het dossier, dan wordt het recht slechts herzien vanaf de dag waarop de ontbrekende stukken door het werkloosheidsbureau worden ontvangen of aan het bevoegde gerecht worden voorgelegd, behalve indien de werkloze de onmogelijkheid de stukken voorheen in te dienen, aantoonde.

§ 3. De herzieningen bedoeld in de §§ 1 en 2 hebben slechts gevolgen voor zover geen verjaring is ingetreden. ».

Art. 11. Artikel 150 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 150. De directeur kan in toepassing van artikel 149, §§ 1 en 2 een beslissing waartegen een beroep is ingesteld bij de arbeidsrechtbank, herzien. Hij brengt de herziening ter kennis van het bevoegde arbeidsgerecht.

Neemt de directeur een nieuwe beslissing, inzonderheid een beslissing tot herziening van het recht zoals bedoeld in artikel 149, § 1, eerste lid, 3° of 4°, dan brengt hij deze nieuwe beslissing slechts ter kennis van het bevoegde arbeidsgerecht indien deze een weerslag kan hebben op het geding. ».

Art. 12. L'article 151 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 151. En cas de révision d'une décision ou de révision du droit, la carte d'allocations porte comme date de validité la date à laquelle la décision de révision produit ses effets.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les cas visés à l'article 149, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o ou 4^o ou alinéa 2, la carte d'allocations porte comme date de validité, envers l'organisme de paiement, le lundi qui suit la remise à la poste de la lettre par laquelle la décision de révision ou la nouvelle décision est portée à la connaissance du chômeur. ».

Art. 13. A l'article 160 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« L'organisme de paiement remet à celui qui introduit personnellement la carte de contrôle et/ou d'autres pièces justificatives et à sa demande, un accusé de réception mentionnant les pièces concernées et la date d'introduction.

A défaut d'accusé de réception, la carte de contrôle introduite et les autres pièces justificatives introduites sont censées être reçues au cours du mois qui suit celui auquel elles se rapportent, sauf si le contraire ressort du cachet dateur apposé par l'organisme de paiement. »;

B) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'organisme de paiement peut, à titre provisoire et sous sa propre responsabilité, payer des allocations lorsqu'une demande d'allocations ou une déclaration d'événement modificatif a été introduite au bureau du chômage et que cet organisme n'a pas encore été informé de la décision concernant le droit aux allocations. Le montant des allocations ne peut toutefois pas dépasser le montant auquel le chômeur aurait eu droit conformément aux dispositions du chapitre IV. ».

Art. 14. L'article 162 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 162. Les allocations sont payées au chômeur par virement sur un compte bancaire ou postal ou par assignation postale. Ce paiement doit s'effectuer en Belgique, sauf dans les cas déterminés par le Ministre, après avis du comité de gestion.

Les éventuels frais d'émission sont à charge du chômeur.

Le Ministre peut, après avis du comité de gestion, prévoir le paiement par chèque circulaire en complément ou en remplacement du paiement par assignation postale. Il peut également déroger aux alinéas précédents pour certaines catégories de travailleurs, notamment pour celles qui résident à l'étranger.

En application de l'article 13, alinéa 1^{er}, de la Charte, l'organisme de paiement mentionne en communication lors du paiement à tout le moins le montant applicable de l'allocation journalière, le nombre d'allocations journalières payées et, le cas échéant, le montant des retenues fiscales et autres. ».

Art. 15. Dans le même arrêté il est inséré un article 163bis, rédigé comme suit :

« Art. 163bis. § 1^{er}. En application des articles 20 et 21bis de la Charte, l'Office est redevable des intérêts, si la décision par laquelle le droit aux allocations est accordé est prise en dehors du délai d'un mois à partir de l'expiration du délai de décision visé à l'article 145.

Les intérêts sont octroyés pour la période qui prend cours :

1° le premier jour du mois qui suit celui auquel les allocations se rapportent;

2° dans le cas visé à l'article 145, alinéa 2, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision judiciaire a été prise;

3° dans le cas visé à l'article 145, alinéa 3, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le chômeur a introduit un dossier complet concernant la demande de révision;

et qui prend fin le deuxième jour ouvrable qui suit le jour au cours duquel la décision d'octroi du droit aux allocations est transmise à l'organisme de paiement, mais au plus tard le jour précédant celui au cours duquel le paiement a été effectué.

Art. 12. Artikel 151 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 151. In geval van een herziening van een beslissing of van een herziening van het recht draagt de uitkeringskaart als geldigheidsdatum de datum waarop de herziening uitwerking heeft.

In afwijking van het voorgaande lid vermeldt de uitkeringskaart in de gevallen bedoeld in artikel 149, § 1, eerste lid, 3^o of 4^o of het tweede lid ten aanzien van de uitbetalingsinstelling als geldigheidsdatum de maandag volgend op de afgifte ter post van de brief waarbij de beslissing tot herziening of de nieuwe beslissing ter kennis wordt gebracht van de werkloze. ».

Art. 13. In artikel 160 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« De uitbetalingsinstelling geeft aan diegene die de controlekaart en/of andere verantwoordingsstukken persoonlijk indient op diens vraag een ontvangstbewijs, vermeldend de betreffende stukken en de datum van indiening.

Bij gebrek aan ontvangstbewijs worden de ingediende controlekaart en de andere ingediende verantwoordingsstukken geacht te zijn ontvangen in de loop van de maand volgend op deze waarop ze betrekking hebben, behalve indien het tegendeel blijkt uit een datumstempel aangebracht door de uitbetalingsinstelling. »;

B) § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. In afwijking van § 1, eerste lid, mag de uitbetalingsinstelling voorlopig en op eigen verantwoordelijkheid uitkeringen betalen indien een uitkeringsaanvraag of een aangifte van een wijzigende gebeurtenis bij het werkloosheidsbureau werd ingediend en deze instelling nog niet in kennis werd gesteld van de beslissing omtrent het recht op uitkeringen. Het bedrag van de uitkeringen mag evenwel niet meer bedragen dan datgene waarop de werkloze recht zou hebben overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV. ».

Art. 14. Artikel 162 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 162. De uitkeringen worden aan de werkloze betaald per overschrijving op een post- of bankrekening of per postassignatie. Deze betaling moet in België gebeuren, behalve in de gevallen die de Minister na advies van het beheerscomité bepaalt.

De eventuele onkosten van uitgifte zijn ten laste van de werkloze.

De Minister kan, na advies van het beheerscomité, de betaling per circulaire cheque voorzien ter aanvulling of ter vervanging van de betaling per postassignatie. Hij kan eveneens afwijken van de voorgaande leden voor bepaalde categorieën van werknemers, inzonderheid voor deze die in het buitenland verblijven.

De uitbetalingsinstelling vermeldt, in toepassing van artikel 13, eerste lid, van het Handvest, als mededeling bij de uitbetaling ten minste het toepasselijke bedrag van de daguitkering, het betaalde aantal daguitkeringen en in voorkomend geval het bedrag van de fiscale en de andere inhoudingen. ».

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 163bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 163bis. § 1. De Rijksdienst is, in toepassing van de artikelen 20 en 21bis van het Handvest, interest verschuldigd indien de beslissing waarbij het recht op uitkeringen wordt toegekend, genomen wordt buiten de termijn van één maand te rekenen vanaf het verstrijken van de beslissingstermijn bedoeld in artikel 145.

De interest wordt toegekend voor de periode die een aanvang neemt :

1° de eerste dag van de maand volgend op deze waarop de uitkeringen betrekking hebben;

2° in het geval bedoeld in artikel 145, tweede lid, de eerste dag van de maand volgend op deze waarop de rechterlijke beslissing werd genomen;

3° in het geval bedoeld in artikel 145, derde lid, de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de werkloze een volledig dossier betreffende de vraag tot herziening heeft ingediend;

en die eindigt de tweede werkdag na de dag waarop de beslissing tot toekenning van het recht op uitkeringen aan de uitbetalingsinstelling wordt overgemaakt, doch uiterlijk de dag voorafgaand aan deze waarop de betaling geschiedde.

Les intérêts sont octroyés après l'approbation des dépenses, en application de l'article 164, sur demande écrite du chômeur à introduire auprès du bureau de chômage.

Toutefois, par dérogation aux alinéas précédents, il ne peut être accordé des intérêts en application du présent paragraphe si :

1° la période visée à l'alinéa 2, pour laquelle des intérêts seraient dûs, calculée de date à date, n'atteint pas deux mois;

2° l'allocation est octroyée pour une période pour laquelle le travailleur a bénéficié d'une allocation de l'assurance maladie-invalidité;

3° le chômeur a reçu un paiement provisoire en application de l'article 160, § 2, et le montant mensuel de cette avance s'élève au moins à 90 % de la somme due;

4° il a été statué par décision judiciaire sur le droit aux intérêts pour la période et pour les sommes concernées.

§ 2. En application des articles 20 et 21bis de la Charte, l'organisme de paiement est redevable des intérêts à sa charge :

1° si le paiement est effectué en dehors du délai d'un mois à calculer à partir de l'expiration du délai de paiement visé à l'article 161;

2° s'il doit en application de l'article 167, § 4, payer des allocations qui sont dues au chômeur et qui n'ont pas pu lui être payées.

Les intérêts visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont octroyés pour la période qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit le moment où la décision d'octroi du droit aux allocations a été communiquée à l'organisme de paiement, mais au plus tôt le jour où sont réunies les conditions d'octroi, notamment l'introduction auprès de l'organisme de paiement de la carte de contrôle et des pièces justificatives requises relatives au mois complet, faisant apparaître la qualité de bénéficiaire. Toutefois, la date de début ne peut pas se situer avant le premier jour du mois qui suit celui auquel les allocations se rapportent. Cette période prend fin le jour qui précède celui au cours duquel l'organisme de paiement effectue le paiement.

Les intérêts visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont octroyés sur demande écrite du chômeur, adressée à l'organisme de paiement et après approbation des dépenses en application de l'article 164.

Les intérêts visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont octroyés pour la période qui prend cours le premier jour du mois qui suit celui auquel les allocations se rapportent et qui prend fin le jour qui précède celui au cours duquel l'organisme de paiement effectue le paiement. Ces intérêts sont octroyés sur demande écrite du chômeur, adressée à l'organisme de paiement.

Toutefois, par dérogation aux alinéas précédents, il ne peut être accordé d'intérêts en application du présent paragraphe si :

1° la période visée à l'alinéa 2, pour laquelle des intérêts seraient dûs, calculée de date à date, n'atteint pas deux mois;

2° le chômeur a reçu un paiement provisoire en application de l'article 160, § 2, et le montant mensuel de cette avance s'élève au moins à 90 % de la somme due;

3° il a été statué par décision judiciaire sur le droit aux intérêts pour la période concernée et pour les sommes concernées.

L'organisme de paiement ne peut pas imputer les intérêts précités sur les montants qu'il reçoit de la part de l'Office, sauf ceux qui concernent les frais de fonctionnement. ».

De interest wordt toegekend na de goedkeuring van de uitgaven in toepassing van artikel 164, op schriftelijke vraag van de werkloze in te dienen bij het werkloosheidsbureau.

In afwijking van de voorgaande leden kunnen er evenwel geen interesten worden toegekend in toepassing van deze paragraaf indien :

1° de periode bedoeld in het tweede lid, waarover interest verschuldigd zou zijn, gerekend van datum tot datum, minder dan twee maanden bedraagt;

2° de uitkering wordt toegekend voor een periode waarvoor de werknemer een uitkering van de ziekte- of invaliditeitsverzekering heeft genoten;

3° de werkloze een voorlopige betaling ontving in toepassing van artikel 160, § 2, en het maandbedrag van dit voorschot minstens 90 % bedraagt van het verschuldigde bedrag;

4° bij rechterlijke beslissing een uitspraak werd gedaan aangaande het recht op interesten voor de betreffende periode en voor de betreffende sommen.

§ 2. De uitbetalingsinstelling is in toepassing van de artikelen 20 en 21bis van het Handvest, te haren laste interest verschuldigd :

1° indien de betaling wordt verricht buiten de termijn van één maand te rekenen vanaf het verstrijken van de betalingstermijn bepaald in artikel 161;

2° indien zij in toepassing van artikel 167, § 4, uitkeringen dient te betalen die aan de werkloze verschuldigd zijn doch die hem niet konden worden betaald.

De interest bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt toegekend voor de periode die een aanvang neemt de derde werkdag volgend op het tijdstip waarop de beslissing tot toekenning van het recht op uitkeringen aan de uitbetalingsinstelling werd meegedeeld, doch ten vroegste op de dag waarop de toekenningsvoorwaarden, inzonderheid de indiening bij de uitbetalingsinstelling van de controlekaart en de vereiste verantwoordingsstukken betreffende de volledige maand, waaruit het gerechtigd zijn blijkt, vervuld zijn. De aanvangsdag mag evenwel niet gelegen zijn vóór de eerste dag van de maand volgend op deze waarop de uitkeringen betrekking hebben. Deze periode eindigt de dag voorafgaand aan deze waarop de uitbetalingsinstelling de betaling verricht.

De interest bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt toegekend op schriftelijke vraag van de werkloze, gericht aan de uitbetalingsinstelling, en na de goedkeuring van de uitgaven in toepassing van artikel 164.

De interest bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt toegekend voor de periode die een aanvang neemt de eerste dag van de maand volgend op deze waarop de uitkeringen betrekking hebben en die eindigt de dag voorafgaand aan deze waarop de uitbetalingsinstelling de betaling verricht. Deze interest wordt toegekend op schriftelijke vraag van de werkloze, gericht aan de uitbetalingsinstelling.

In afwijking van de voorgaande leden kunnen er evenwel geen interesten worden toegekend in toepassing van deze paragraaf indien :

1° de periode bedoeld in het tweede lid, waarover interest verschuldigd zou zijn, gerekend van datum tot datum, minder dan twee maanden bedraagt;

2° de werkloze een voorlopige betaling ontving in toepassing van artikel 160, § 2, en het maandbedrag van dit voorschot minstens 90 % bedraagt van het verschuldigde bedrag;

3° bij rechterlijke beslissing een uitspraak werd gedaan aangaande het recht op interesten voor de betreffende periode en voor de betreffende sommen.

De uitbetalingsinstelling mag de voormelde interesten niet aanrekenen op de bedragen, behalve deze die betrekking hebben op de werkingskosten, die zij vanwege de Rijksdienst ontvangt. ».

Art. 16. L'article 166 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 janvier 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 166. Les articles 144 à 146 du présent arrêté et l'article 10 de la Charte ne sont pas applicables aux décisions visées à l'article 164.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} ne sont pas considérées comme de nouvelles décisions pour l'application des articles 17 et 18 de la Charte. Elles ne sont pas régies par les dispositions reprises à l'article 149. ».

Art. 17. L'article 169 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas visé à l'article 149, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, les allocations qui ont été octroyées indûment, en tout ou en partie, mais qui avaient déjà été payées par l'organisme de paiement le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la carte d'allocations par le bureau du chômage à cet organisme, ne sont pas récupérées, sauf s'il est fait application simultanément de l'article 149, § 1^{er}, alinéa 2, 1°. ».

Art. 18. A l'article 173 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) il est inséré un 6°, rédigé comme suit :

« 6° lorsque cette renonciation est proposée par un médiateur de dettes dans un plan de règlement amiable de dettes, prévu par les dispositions du titre V « Du règlement collectif de dettes » de la cinquième partie du Code judiciaire, à la condition que le médiateur démontre que cette renonciation est indispensable pour rétablir la situation financière du débiteur, en lui permettant notamment dans la mesure du possible de payer ses dettes en lui garantissant simultanément ainsi qu'à sa famille qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine. »;

B) il est complété par l'alinéa suivant :

« La compétence à renoncer aux sommes restant à rembourser visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, peut également être exercée par le directeur visé à l'article 142. ».

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions mentionnées ci-après, reprises dans l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, tel que modifié par le présent arrêté, ne sont applicables qu'à partir du 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge* :

— l'obligation visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, 2° et 3° concernant la notification et l'information;

— les dispositions visées à l'article 160, § 1^{er}, alinéa 4 et 5 concernant l'introduction de documents.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les obligations mentionnées ci-après, découlant de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, tel que modifié par le présent arrêté, ne sont applicables qu'à partir du 1^{er} jour du septième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge* :

— l'obligation visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 2, 1° de transmettre des documents d'information approuvés par l'Office; entre-temps, l'organisme de paiement continue à appliquer la procédure d'information appliquée jusqu'ici;

— l'obligation visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, 1° de communiquer les décisions visées à l'article 146;

— l'obligation visée à l'article 136, alinéas 3 et 4 d'utiliser un accusé de réception approuvé par l'Office; entre temps, l'organisme de paiement continue à utiliser l'accusé de réception utilisé jusqu'ici;

— les obligations visées à l'article 162, alinéa 4, concernant les communications lors du paiement; entre temps, l'organisme de paiement continue à mentionner l'information communiquée jusqu'ici.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 173 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, tel que modifié par le présent arrêté, ne produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 16. Artikel 166 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijke besluit van 26 januari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 166. De artikelen 144 tot 146 van onderhavig besluit en artikel 10 van het Handvest zijn niet van toepassing op de beslissingen bedoeld in artikel 164.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen worden voor de toepassing van de artikelen 17 en 18 van het Handvest niet als nieuwe beslissingen beschouwd. Zij worden niet beheerst door de bepalingen opgenomen in artikel 149. ».

Art. 17. Artikel 169 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het geval bedoeld in artikel 149, § 1, tweede lid, 2°, worden de uitkeringen die geheel of gedeeltelijk ten onrechte werden toegekend, doch die reeds door de uitbetalingsinstelling waren uitbetaald op het tijdstip van de derde werkdag nadat het werkloosheidsbureau de uitkeringskaart aan deze instelling verzonden heeft, niet teruggevorderd, behalve indien gelijktijdig toepassing wordt gemaakt van artikel 149, § 1, tweede lid, 1°. »

Art. 18. In artikel 173 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° wanneer die afstand wordt voorgesteld door een schuldbemiddelaar in een minnelijke aanzuiveringsregeling waarin wordt voorzien door de bepalingen van titel V « Collectieve schuldenregeling » van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek, op voorwaarde dat de bemiddelaar aantoonde dat die afstand onontbeerlijk is om de financiële toestand van de schuldenaar te herstellen, met name hem in staat te stellen in de mate van het mogelijke zijn schulden te betalen en tegelijkertijd te waarborgen dat hij zelf en zijn gezin een menswaardig leven kunnen leiden. »;

B) het wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid, 6°, bedoelde bevoegdheid om af te zien van de nog terug te betalen bedragen kan eveneens worden uitgeoefend door de directeur bedoeld in artikel 142. ».

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

In afwijking van het eerste lid, zijn de navermelde bepalingen, opgenomen in het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991, zoals gewijzigd bij onderhavig besluit, slechts toepasselijk vanaf de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke onderhavig besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt :

— de in artikel 24, § 1, vierde lid, 2° en 3° bedoelde verplichtingen inzake kennisgeving en het verstrekken van uitleg;

— de in artikel 160, § 1, vierde en vijfde lid bedoelde bepalingen inzake indiening van documenten.

In afwijking van het eerste lid, zijn de navermelde verplichtingen voortvloeiend uit het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991, zoals gewijzigd bij onderhavig besluit, slechts toepasselijk vanaf de eerste dag van de zevende maand volgend op die gedurende welke onderhavig besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt :

— de in artikel 24, § 1, tweede lid, 1° bedoelde verplichting inzake het overmaken van door de Rijksdienst goedgekeurde informatiedocumenten; de uitbetalingsinstelling maakt intussen verder gebruik van de door haar tot dusver toegepaste informatieprocedure;

— de in artikel 24, § 1, vierde lid, 1° bedoelde verplichting inzake het mededelen van beslissingen bedoeld in artikel 146;

— de in artikel 136, derde en vierde lid bedoelde verplichting inzake het gebruik van een door de Rijksdienst goedgekeurd ontvangstbewijs; de uitbetalingsinstelling maakt intussen verder gebruik van de door haar tot dusver gebruikte ontvangstbewijzen;

— de in artikel 162, vierde lid bedoelde verplichtingen inzake de mededelingen bij de uitbetaling; de uitbetalingsinstelling vermeldt intussen verder de door haar tot dusver meegedeelde informatie.

In afwijking van het eerste lid, heeft artikel 173 van het voormelde koninklijk besluit van 25 november 1991, zoals gewijzigd bij onderhavig besluit, slechts uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 20. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Loi du 11 avril 1995, *Moniteur belge* du 6 septembre 1995.

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Loi du 13 mars 1997, *Moniteur belge* du 10 juin 1997.

Loi du 25 juin 1997, *Moniteur belge* du 13 septembre 1997.

Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.

Loi du 22 février 1998, *Moniteur belge* du 3 mars 1998.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

Arrêté royal du 22 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995.

Arrêté royal du 26 janvier 1999, *Moniteur belge* du 30 janvier 1999.

Art. 20. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Wet van 11 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 6 september 1995.

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

Wet van 13 maart 1997, *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1997.

Wet van 25 juni 1997, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1997.

Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

Wet van 22 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 1998.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Koninklijk besluit van 22 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* van 8 december 1995.

Koninklijk besluit van 26 januari 1999, *Belgisch Staatsblad* van 30 januari 1999.

F. 99 — 1584

[C - 99/12355]

30 AVRIL 1999. — Arrêté royal adaptant les articles 138, 161 et 167 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage à la charte de l'assuré social (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967 et 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment les articles 11bis et 22, § 5, insérés par la loi du 25 juin 1997;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 138, 161, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1994, et 167;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

N. 99 — 1584

[C - 99/12355]

30 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot aanpassing van de artikelen 138, 161 en 167 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering aan het handvest van de sociaal verzekerde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967 en 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid op de artikelen 11bis en 22, § 5, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 138, 161, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 september 1994, en 167;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad,